



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques**

N° AIOT :0052900719

**ARRÊTÉ DU 17 JUIL. 2024
PORTANT MISE EN DEMEURE**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et en particulier les articles L171-6, L171-8, L172-1, L1511-1, L541-5, R.512.1 et suivants relatifs aux installations soumises aux dispositions législatives du chapitre unique du titre VIII du livre 1er intitulé « autorisation environnementale »

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2024-02-26-00007 du 26 février 2024 donnant délégation de signature à M. Denis REVEL, sous préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;

VU les arrêtés préfectoraux n°91.90A du 17 mai 1990 et n° 86.93A du 1^{er} juin 1993 complété par l'arrêté n°265/2003 A en date du 18 septembre 2003, autorisant la SCEA GUILLAUME ROUE à exploiter un élevage de 600 porcs reproducteurs, 3740 porcs charcutiers et cochettes non saillies et 2980 porcelets en post-sevrage au lieu dit « kerlaouenan » en DIRINON ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 6 avril 2021 au nom de la SCEA DE KERLAOUENAN ;

VU le rapport d'inspection établi par les inspecteurs de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 mai 2024 et notifié le 12 juin 2024, l'informant des suites susceptibles d'être prises à son encontre suite aux non conformités constatées lors de la visite du 22 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant était invité à faire part de ses observations éventuelles sur ces dispositions dans un délai de 15 jours après réception de ce courrier ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a accusé réception de ce courrier le 18 juin 2024 et qu'à ce jour le délai est échu ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé au terme du délai imparti ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle réalisé le 22 avril 2024 en présence de l'exploitant, les inspecteurs de l'environnement en charge des installations classées ont mis en évidence les faits suivants :

- Absence de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre sur le site principale de Kerlaouenan ;
- La présence de végétation dense (broussaille et arbustes) autour des ouvrages de régulations d'eaux pluviales.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6 et 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui prévoient notamment :

- L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté ;
- L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L171-8 du Code de l'Environnement, en mettant en demeure Messieurs QUERE et EMILY, exploitants de la structure SCEA DE KERLAOUENAN sis Kerlaouenan à DIRINON de respecter les prescriptions des articles 6 et 13 de l'AP du 13 décembre 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Messieurs QUERE et EMILY, exploitant la SCEA DE KERLAOUENAN sis Kerlaouenan à DIRINON sont mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 6 et 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 en :

Mettant en place des moyens de défense externes contre l'incendie dans un délai de 3 mois ;
Réalisant un débroussaillage autour des bassin d'infiltration d'eaux pluviales sous 2 mois.

Article 2 - En cas d'inobservation des présentes dispositions, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des suites pénales encourues.

Article 3 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de DIRINON, l'inspecteur de l'environnement - spécialité installations classées - de la direction départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Pour le préfet, le directeur de cabinet,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'D. Revel', written over a horizontal line.

Denis REVEL

Copie transmise à :

- Sous-Préfecture de BREST
- Mairie de DIRINON
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer (SEB-SEA)
- SCEA DE KERLAOUENAN - Kerlaouenan – 29460 DIRINON